

■ ■ ■ commencé par tomber sous le charme du sultan. En 2008, la Turquie a même été le premier pays musulman visité par Barack Obama, qui vantait un « *partenariat modèle* » entre les deux pays en encourageant le maître d'Ankara à jouer le rôle de leader régional. La Turquie est alors le pôle, moderne, de stabilité dans la région dont Washington rêvait. Mais la belle relation vole en éclats avec la guerre en Syrie et les révolutions arabes.

Avertissement. Problème, les Américains n'ont aucun de moyen de pression. Ils ont besoin des bases militaires turques pour rester actifs dans la région et lutter contre Daech. En juillet 2016, le soir du putsch et pendant vingt-quatre heures, l'espace aérien turc a été fermé à tous les avions militaires. Le commandant turc de la base d'Incirlik (il avait participé au putsch) a été mis aux arrêts. Résultat : les avions de l'US Airforce sont restés cloués au sol. Un avertissement que les Américains ont compris. Pour bien faire comprendre à ses anciens « alliés » qu'ils doivent le traiter avec tous les égards, Erdogan s'est récemment tourné vers Vladimir Poutine, alors même que la Russie soutient Bachar el-Assad, l'ennemi juré de la Turquie.

Professeur de relations internationales à l'université d'Abant Izzet Baysal, Veysel Ayhan est candidat de l'AKP aux législatives. Dans son bureau qui donne sur une mosquée en construction dans un nouveau quartier d'Ankara, il défend sans nuance le bilan de son mentor. Pour lui, les Européens et les Etats-Unis respectent Erdogan parce qu'il est fort. Il en va de même pour les Turcs. « *Notre pays a besoin d'un chef pour assurer sa stabilité. Le parlementarisme a de bons côtés, mais, en Turquie, dans la période actuelle, nous ne pouvons pas nous permettre ces combats politiques inutiles. Un président fort, c'est un pays fort.* » Les Occidentaux n'ont plus qu'à supporter les caprices d'Erdogan. Sans mot dire. Il a gagné son pari. Il est tout-puissant ■



Monsieur l'ambassadeur

Ismail Hakki Musa est ambassadeur de Turquie en France depuis le 12 novembre 2016. Avant de prendre ses fonctions, ce franco-phone ayant étudié à Strasbourg a mené une carrière de diplomate en Turquie. Il était, depuis 2012, numéro deux du Milli Istihbarat Teskilati (MIT), le service de renseignement turc. Le nom de cette organisation spéciale est apparu dans diverses affaires internationales récentes, notamment l'assassinat de trois femmes kurdes proches du PKK à Paris en 2013.

Les réseaux français

Noyautage. Comment le pouvoir turc organise le contrôle de ses ressortissants et tente de peser sur la politique hexagonale.

PAR CLÉMENT PÉTREULT

Deux rendez-vous étaient notés dans l'agenda de Recep Tayyip Erdogan lors de sa dernière visite en France, le 5 janvier : visite officielle à Emmanuel Macron à l'Élysée, puis visite privée à Ahmet Ogras, actuel président du Conseil français du culte musulman (CFCM). D'origine turque, ce responsable religieux veille sur les destinées de l'islam de France depuis juillet 2017. Directeur d'agence de voyages originaire du Loir-et-Cher, il a souvent été présenté comme un beau-frère ou un cousin par alliance du président turc, ce qui est faux. « *Je ne reçois aucun ordre d'Ankara* », nous explique l'homme qui aime se présenter aux journalistes comme « *le Macron des musulmans* », en campagne pour être reconduit à la tête du CFCM l'année prochaine. Son indépendance revendiquée ne l'empêche pas d'entretenir d'excellentes relations avec le pouvoir turc. Car avant d'exercer des responsabilités religieuses, Ahmet Ogras a fondé et présidé la branche française de l'Union des démocrates turcs européens (UETD), association « *apolitique* » dont l'objet consiste, selon ses statuts déposés en 2006, à « *favoriser le dialogue interculturel, promouvoir la formation et l'éducation des Français d'origine turque* ». Or cette association, active également en Allemagne, en Belgique ou en Suisse, a été voulue par Erdogan lui-même et conçue comme un maillage de succursales au service du Parti de la justice et du développement (AKP), le parti du président turc.

L'UETD s'est rapidement fait une spécialité de mobiliser l'électorat islamo-conservateur des diasporas turques en Europe. Lors des législatives de 2015, des fidèles ont pu bénéficier, un peu partout en France, de bus affrétés par l'UETD. Ils étaient pris en charge devant des mosquées turques pour aller voter dans l'un des sept consulats présents sur le territoire français. C'est cette même association qui organise des meetings politiques de soutien à l'AKP en Europe. Ainsi le 12 mars 2017, Mevlüt Cavusoglu, ministre turc des Affaires étrangères et cofondateur de l'AKP, faisait étape à Metz dans le cadre d'une tournée européenne pour défendre le oui au référendum qui devait élargir les droits du président. Refoulé la veille des Pays-Bas, il avait qualifié La Haye de « *capitale du fascisme* », dans un discours du plus pur style AKP, entre point Godwin et provocations.

« *Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la religion est devenue un instrument de contrôle des diasporas turques dans toute l'Europe*, explique Didier Leschi, auteur du livre « *Misère(s) de l'islam de France* » (Cerf). *Ce contrôle passe par la constitution d'une identité turque qui mobilise le sentiment national et l'identité religieuse.* » Si la logistique électorale est fournie par l'UETD, la propagande est assurée par le Ditib, réseau des mosquées gérées par le ministre turc des Affaires religieuses (250 mosquées et 150 imams), ou le Milli Görüs (70 mosquées), une confrérie islamique turque bien implantée dans l'est de la France. Pour se convaincre de la proximité de ces instances religieuses avec

AUGUSTIN LE GALL/HAYTHAM-REA

LUDOVIC MARIN/EPA/POOL MAXPPP

Alçais d'Erdogan



LUDOVIC MARIN/EPA/POOL MAXPPP

l'AKP au pouvoir, il suffit d'observer les réseaux qui ont servi à imposer en France la virulente purge post-coup d'Etat du 15 juillet 2016. Lorsque Fethullah Gülen est désigné par Erdogan comme l'organisateur du coup d'Etat, une chasse aux « terroristes » s'organise dans des mosquées Ditib et Milli Görüs de l'Hexagone : « Il y a eu des prêches et des affiches placardées dans les mosquées pour appeler à dénoncer les gülenistes », raconte Ali*, un soutien de Gülen dans l'est de la France. La traque s'organise aussi sur les réseaux sociaux. Le güleniste montre les appels à la délation que des responsables d'associations franco-turques ont relayés, certains messages se terminant par un mail et un numéro de téléphone auxquels transmettre les noms des « traîtres ». Aujourd'hui, Ali ne peut plus se rendre en Turquie de peur

de ne plus pouvoir en repartir. « Nous assistons à une véritable "poulinisation" de la Turquie », regrette-t-il. En 2017, le parquet fédéral allemand s'était inquiété de ce que certains imams turcs pratiquaient un fichage politique systématique pour Ankara. La Suisse et la Suède ont, elles aussi, lancé des procédures judiciaires. En France, aucune enquête d'ampleur n'a été ouverte pour le moment, même si des soupçons d'espionnage et de prosélytisme politico-religieux pèsent sur certains des 200 professeurs de turc postés dans les écoles françaises par Ankara. Une convention entre la France et la Turquie de 1978 prévoit que les enseignements des langues et cultures d'origine (Elco) soient dispensés par des fonctionnaires turcs envoyés en France pour une durée de quatre ans. Ce système a fini par aboutir

Divergences.

Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à l'Elysée, le 5 janvier. Le président français a notamment évoqué les dossiers des violations des droits de l'homme.

de facto à une véritable délégation de service public de l'enseignement du turc sur le territoire français, l'Education nationale française ne disposant que d'une dizaine d'enseignants qualifiés en turc dans le secondaire. La Rue de Grenelle ne choisit pas les enseignants d'Elco et dispose de moyens de contrôle très limités sur la nature des savoirs dispensés auprès des 16 000 à 21 000 élèves, majoritairement scolarisés dans le primaire. « Depuis le prétendu coup d'Etat contre Erdogan, la Turquie nous envoie surtout des enseignants sympathisants de l'AKP et qui se comportent comme tels. Certains sont même des théologiens religieux, mais l'Education nationale ne dispose d'à peu près aucun moyen de contrôle. Alors, rien ne se passe », explique un fonctionnaire français qui connaît bien le dossier. Il raconte comment les manuels envoyés par le ministère turc à ses enseignants en France sont désormais « truffés de références religieuses en contradiction totale avec ce qu'on leur demande en France. Comme le chapitre "Foi, islam et morale" de la dernière édition : c'est un violent système d'ingérence et on ne se donne aucun moyen d'y résister ».

« Discours nationalistes ».

Aujourd'hui, la plupart des familles aléviennes ou kurdes ont retiré leurs enfants de ces cours facultatifs « en raison des discours trop nationalistes tenus par les enseignants », explique-t-il. Du côté du ministère de l'Education nationale, on se contente de rappeler que « le cadre de l'Elco recouvre l'enseignement de la langue, de la culture et de la civilisation du pays concerné dans le cadre du respect éducatif de la République française » et on rappelle qu'un « guide de l'enseignant Elco », précisant les grands principes du système éducatif français, est distribué chaque année à ces enseignants étrangers.

« La population sunnite originaire de Turquie est solidement ■■■

« C'est un violent système d'ingérence et on ne se donne aucun moyen d'y résister. »

Un fonctionnaire français



■■■ encadrée par la mère patrie, avance Samim Akgönül, chercheur au CNRS à l'université de Strasbourg. Le pouvoir s'appuie sur des réseaux officiels, comme les mosquées ou les consulats, et des réseaux officieux constitués d'ONG, qui sont, en réalité, des appareils politiques de renfort. » Si Erdogan cherche autant à encadrer « ses » diasporas européennes, c'est qu'elles constituent un réservoir non négligeable de voix, capable de faire la différence dans une élection. Le procédé porte visiblement ses fruits : le parti islamo-conservateur engrange de bien meilleurs scores en France que sur son territoire national... Ce vivier électoral capable d'assurer des victoires à l'AKP pourrait bien un jour constituer un levier diplomatique en pesant sur les scrutins hexagonaux... C'est du moins le pari que font les réseaux européens de l'AKP, qui ont commencé à fonder des partis politiques. Aux Pays-Bas, il s'agit du Denk, en France, du Parti égalité et justice (PEJ), emmené par Sakir Colak. Les 52 premiers candidats ont fait leurs armes à l'occasion des dernières législatives françaises. « Le PEJ est un peu l'auberge espagnole de

l'AKP. L'idée consiste à jouer la carte communautaire en attirant les votes de tous les musulmans, pas seulement des Turcs », décrypte Anil Ciftci, président de l'association DDIF-France, une fédération d'associations multiconfessionnelles de travailleurs et de jeunes issus de l'immigration turque. Il goûte peu aux méthodes de l'Etat AKP : « Les populations d'origine turque ne sont pas là pour servir d'outil de lobbying à un pouvoir ». Le manifeste du PEJ révèle une nette affiliation au parti islamo-conservateur turc : remise en question des lois contre le port du voile, dénonciation de l'islamophobie ambiante, défense des droits des Palestiniens... Résultat : 10 000 voix pour l'ensemble du territoire français, un résultat très faible, mais qui n'empêche pas le parti d'afficher ce message sur son site Internet : « Rendez-vous en 2020 pour les municipales ! ».

Le PEJ partage la même adresse postale que le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep), une structure qui s'apparente à la branche jeunesse de l'AKP en Europe. Cette association, apparue à Belfort dans le paysage religieux turc au début des années 1990, s'est

Hostilités.

Des nationalistes turcs canalisés par les forces de l'ordre, à Lyon, le 3 février, alors que des manifestants pro-Kurdes dénonçaient « le fascisme d'Erdogan et un génocide ».

Le manifeste qui fâche

Erdogan, qui se présente comme le défenseur mondial des musulmans, n'a guère goûté le manifeste « contre le nouvel antisémitisme » publié le 21 avril par *Le Parisien*. Cette pétition, signée par 300 personnalités françaises, réclamait que « les versets du Coran appelant au meurtre et au châtiement des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés d'obsolescence ». « Qui êtes-vous pour prendre d'assaut ce qui nous est sacré ? » s'est emporté le président turc. Depuis ces déclarations, l'Etat turc a annoncé que 19 organismes universitaires turcs ne proposeront plus l'apprentissage du français.

ancrée dans le monde associatif en organisant des séjours de vacances. Elle s'est spécialisée aujourd'hui dans la lutte contre l'islamophobie et organise des séminaires sur les discriminations, décerne des « prix du vivre-ensemble » ou anime des conférences d'analyse des « attitudes post-coloniales des communautés européennes ». Ses membres, très actifs dans la chasse aux gülenistes, sont aussi présents dans les autres organisations politico-religieuses turques comme le Ditib, l'UETD ou le PEJ, après avoir déserté les partis traditionnels français.

2 000 articles. Les réseaux de l'AKP disposent depuis deux ans d'un organe de presse baptisé Medyaturk.info, ainsi que d'une web-télé nommée Média France TV. Le site francophone Medyaturk serait alimenté par « une équipe de bénévoles amoureux de l'actualité, [des] passionnés voulant contribuer à l'indépendance de l'information », dotés d'une productivité éditoriale à faire pâlir d'envie n'importe quel patron de presse. Parmi les quelque 2 000 articles publiés en moins de deux ans et demi, on trouve « La France est l'eldorado des pédophiles », « Le darwinisme est-il une science ? » ou « Antisémitisme, faux débat »... Le nom de domaine de ce site a été enregistré par le président fondateur du Cojep, Ali Gedikoglu... A l'instar de la Russie, le pouvoir turc se dote de ses propres « médias alternatifs » francophones, mêlant fausses nouvelles et semi-vérités. D'autres médias pro-AKP se multiplient sur le Net, comme la page Facebook La renaissance turque, suivie par près de 200 000 personnes, ou le site Red'action, un média qui promet « une vision plus juste et nuancée sur la Turquie dans un contexte de désinformation massive sur le pays ». Sur Facebook, celle qui se présente comme la présidente de cet organe de presse publie des photos d'elle en compagnie d'Erdogan, qu'elle commente : « J'ai failli m'évanouir, je tremblais et tout. Il est juste incroyable, je l'adore, vraiment :) » Une information, en effet, plus « juste » et plus « nuancée »... ■

*Le prénom a été modifié.

Parmi les quelque 2 000 articles publiés, on trouve « La France est l'eldorado des pédophiles » ou « Antisémitisme, faux débat ».